



AGIR POUR DEFENDRE NOTRE BIEN COMMUN :
L'HÔPITAL ET LA SANTE PUBLIQUE.
UN VERITABLE DEBAT PUBLIC DOIT S'INSTAURER.
Le projet d'hôpital unique doit être suspendu !

L'association départementale de sauvegarde des hôpitaux et de la santé dans les Hautes Pyrénées a pris connaissance des communiqués récents émis au sujet du projet d'hôpital unique par des candidat.e.s à l'élection départementale partielle qui se tiendra dimanche prochain.

L'association se satisfait que ce sujet majeur, celui de notre système de soins territorial, fasse l'objet d'un débat public.

En effet, notre association qui a déjà recueilli près de 17 000 signatures demandant l'arrêt de ce projet estime plus que jamais qu'un débat public le plus large possible doit s'instaurer.

La décision concernant l'hôpital unique constitue en effet l'archétype du débat confisqué par les instances de l'ARS s'appuyant sur un prétendu consensus d'élu.e.s territoriaux.

Un consensus, ô combien fictif, puisque l'on entend aujourd'hui les expressions diverses d'élu.e.s qui refusent ce projet, y compris des élu.e.s qui l'avaient un temps approuvé et qui ont à présent évolué, à l'aune des expériences vécues, des nouveaux éléments portés à leur connaissance au regard des informations très partielles et incomplètes qui leur avaient été communiquées.

Dans nos rencontres avec la population nous avons pu mesurer à quel point ce projet d'hôpital unique suscitait l'étonnement, pour celles et ceux qui « découvrent » que cela se soldera par la disparition des hôpitaux de Tarbes et de Lourdes, et le rejet de celles et ceux qui ont pris pleinement conscience de sa portée.

La logique qui soutient l'hôpital unique est la même que celle qui a mené l'hôpital public à une situation d'effondrement.

Une politique imposée depuis 30 ans fondée sur des logiques d'économies budgétaires et de financiarisation.

Au bout du compte ce sont 103 000 lits d'hospitalisation qui ont été détruits dans notre pays en 25 ans, 70 000 lits de psychiatrie, c'est le numéris clausus qui a abouti à la désertification sanitaire.....

Et l'hôpital unique perpétue cette logique : moins de lits d'hospitalisation (une cinquantaine au bas mot alors que l'on en manque déjà), la montée en puissance de l'ambulatoire, la médecine à distance etc.....

Et pour habiller le tout, on emploie les mots choisis, on ne parle pas de pénurie institutionnalisée, non.... on nous parle d'attractivité. La logique marchande de l'attractivité ne peut en aucun cas tenir lieu de politique de santé digne de ce nom. La concurrence entre territoires ça ne fait pas une politique de santé.

Les exemples sont foison d'hôpitaux neufs construits en lieu et place de deux ou trois hôpitaux existants et qui sont aujourd'hui confrontés au même délitement (urgences en perdition, pédiatrie en grande difficulté, sélection-tri des malades....).

Exiger un vrai débat public pour un projet qui engage les générations futures est non pas indispensable, c'est une question de salubrité publique.

Comment ne pas évoquer avec les populations le fait que la rénovation des deux hôpitaux existants représente quasiment le même coût que la construction d'un hôpital unique.

Comment ne pas évoquer la question des mobilités dans la période que nous vivons et que nous allons continuer de vivre (urgence environnementale, préservation des espaces naturels, limitation de l'artificialisation des sols).

Comment ne pas évoquer les investissements massifs et les coûts qui en résulteront pour les collectivités dans la gestion des effluents par exemple ou des transports etc...

La santé publique, l'organisation des soins dans notre territoire, mérite un VERITABLE DEBAT PUBLIC.

Nous l'appelons de nos vœux et nous ferons tout pour que cela devienne une réalité !